

# La question Noire entre histoire et mémoire

*Sud Ouest*, 10 mai 2021

Par Hubert Bonin

**En Nouvelle Aquitaine, contrairement aux idées reçues, la traite et l'esclavage ont fait l'objet d'un travail historique de fond depuis plus d'une décennie. Pour l'historien Hubert Bonin, contextualiser ces phénomènes est essentiel pour que le travail mémoriel, également bien entamé, se fasse dans des conditions apaisées.**

On dispose désormais de fonds d'archives substantiels et de nombreuses publications académiques sur l'histoire des relations entre les Noirs et la Nouvelle-Aquitaine pendant les deux colonisations successives – avant et après l'abolition de l'esclavage, jusqu'aux indépendances. Pourquoi alors tant de polémiques et de débats ? L'historien professionnel se demande d'abord pourquoi les « ultra-critiques » ne commencent pas par lire ce qui a été publié depuis une douzaine d'années à propos de La Rochelle ou de Bordeaux... Il faut en effet se convaincre que les chercheurs ont eu enfin la volonté et le dynamisme pour effectuer des percées substantielles dans les archives.

L'Histoire est désormais compréhensible en profondeur : la réalité des trafics négriers (calendrier, volume, engagements financiers, implication de grands bourgeois négociants) ; les flux des navires négriers ; la résistance à l'abolition de l'esclavage soit au tournant du XIXe siècle, soit dans les années 1840. On peut reconstituer la profondeur du « système productif transatlantique ». Même sans être un « négrier », tout planteur bénéficie de l'esclavage. Tout négociant « en droiture », sans passer par l'Afrique, tire parti des plantations : livraison de marchandises, d'alcools, de tissus, etc., puis importation de sucre – les négociants parlent longtemps du « sucre indigène », produit par la France antillaise –, de rhum ou d'indigo. On peut dès lors appréhender les mécanismes économiques, sociaux, raciaux, idéologiques de cette histoire.

## Les tabous ont bien été démantelés

Tout comprendre n'est pas tout excuser ! Le citoyen ne peut que dénoncer ex post ces rapports inégaux d'exploitation et de domination. Mais quel type de « mémoire » mettre en œuvre ? L'historien propose les faits et leur interprétation en fonction des circonstances de l'époque étudiée. C'est ce qu'on nomme « contextualisation » du savoir. On l'analyse en tenant compte des mentalités, des mauvaises pratiques, du racialisme des contemporains de ces événements. Il ne faut pas faire d'anachronismes en condamnant systématiquement, sans aucune concession, avec indignation et, surtout, en exigeant une « repentance » de notre France actuelle – voire des « réparations » sous forme de financements d'indemnisation.

Se positionner sur le registre de la « mémoire », c'est chercher en effet des leviers de condamnation, au nom de l'indignation, humaniste, citoyenne, voire « française », contre le fameux « roman national » beaucoup trop « positiviste », donc oublieux des « fautes » antihumanistes. Évidemment, c'est légitime de vouloir saper la légitimité d'une histoire univoque. Mais, précisément, celle-ci ne l'est pas grâce aux recherches des historiens ! C'est bel et bien une forme d'obscurantisme que de vouloir dénier que « les tabous » de la traite, de l'esclavage, du négoce impliqué dans le système d'exploitation transatlantique ont dorénavant été démantelés.

## **Un dialogue apaisé, et pas de repentance**

L'histoire a été « décolonisée » par les historiens grâce à leur travail. Et ils sont prêts à discuter au fond avec les partisans de la « décolonisation » de l'Histoire, voire avec les « décoloniaux », si ceux-ci mobilisent suffisamment des chercheurs issus des décolonisés et donc des « indigènes », pour utiliser le terme anglais des « *indigenous studies* ». Un enjeu essentiel est d'intensifier le dialogue constructif, apaisé et maîtrisé – donc sans anathèmes et sans demande de repentance – entre les chercheurs formés dans les anciennes puissances coloniales et dans les pays devenus indépendants et donc aptes à édifier les filières de recherche et d'écriture indispensables.

Mais cela nécessite, « outre-mer », une liberté d'accès aux archives, comme on en discute à propos de l'Algérie ; un gros investissement de formation de troisième cycle ; des postes dédiés aux sciences humaines. Il faut une volonté publique et des fonds ; aussi, peu à peu, se sont cristallisées deux générations de collègues, comme aux Antilles ou en Afrique. Certains d'entre eux ont d'ailleurs été formés par l'université bordelaise, même si des détracteurs m'ont reproché, lors d'un débat, une telle pratique « néocolonialiste » [sic].

## **L'histoire postcoloniale a des exigences**

Entre-temps, chez des chercheurs aquitains également, dans la ligne des pôles pionniers de Paris, d'Angleterre ou des États-Unis, la démarche « postcoloniale » s'est esquissée, à l'entrecroisement de l'histoire des mentalités et de l'ethnologie. On essaie de comprendre comment ont réagi les Noirs face à l'esclavagisme, à la surexploitation, comme le travail forcé, au statut de l'indigénat. Comment ont-ils réussi à préserver leur « contre-culture », l'héritage de leur propre « civilisation (cultes, éducation, statut des femmes, des enfants, rapport au travail, à « l'argent », à la propriété, etc.) ? Cette exigence de « mémoire » débouche dès lors sur une nouvelle étape de l'histoire, afin de répondre à de telles questions « civilisationnelles », culturelles ou sociétales.

Cette exigence comporte toutefois une incidence dont il faut être lucide : l'histoire « postcoloniale » ne peut que devoir reconstituer en parallèle l'engagement d'une fraction des « élites » des territoires en cours de pénétration depuis les comptoirs puis de colonisation dans la traite des Noirs, en amont, à l'intérieur du territoire lui-même, dans l'hinterland.

## **L'esclavage, une histoire mondiale**

Et cela ne peut que raviver une controverse provoquée par l'affaire Olivier Grenouilleau au milieu des années 2000 quand cet historien a reconstitué une histoire de l'esclavage dans sa totalité, donc en y étudiant les trafics de l'Afrique du Nord et de l'Est : des caravanes y puisaient des Noirs et les transportaient au Maroc, en Algérie, et surtout vers des places d'échange, dont une grande en Égypte, afin d'alimenter les pays arabes du Moyen-Orient.

Nombre de tableaux du courant « orientaliste » peints dans les années 1840-1920 montrent des femmes, seules ou en harem, accompagnées par des servantes Noires (ou Blanches), au statut d'esclave – et l'on sait que la Mauritanie persévère dans des pratiques esclavagistes au cœur de nombreux foyers. Toute « mémoire » n'est donc pas seulement orientée contre les dominants d'origine européenne, pétris de contradictions entre leur « universalisme » de valeurs et leur racisme. Elle exige de reconstituer une telle histoire et sa contextualisation, et, parfois, cela peut constituer quelque peu une gageure.

## **L'histoire, travail au long cours**

Il faut évidemment « décoloniser l'Histoire », trop univoque pendant longtemps ; attiser la mémoire pour qu'elle stimule l'histoire et les historiens. Cela ouvrira la voie à des débats

équilibrés entre les promoteurs de la mémoire citoyenne et des historiens, pas moins citoyens, aptes à mieux expliquer comment des « systèmes » économiques (négoce, traite) et des systèmes d'exploitation (avec pillage d'hommes, de travail et de ressources naturelles) ont prospéré pendant des décennies, à cheval sur les deux mouvements de colonisation.

Mais cela suppose d'éviter les invectives, les positions unilatérales et impatientes : les investigations historiennes sont longues – comme le prouvent les recherches d'Éric Saugera, par exemple – et la construction d'une mémoire nourrie de compromis sans compromissions est délicate. Aussi la balance entre histoire et mémoire ne sera-t-elle jamais vraiment équilibrée...

### **Gambetta, Paul Doumer, Adolphe Thiers**

Soyons même provocateur ! Au cœur de Bordeaux, la place Gambetta met en valeur un président du Conseil qui a contribué à la colonisation de la Tunisie, au protectorat et à la concession d'une oliveraie de plusieurs milliers d'hectares où des centaines de travailleurs à la tâche ont été exploités ; la place Paul-Doumer consacre un gouverneur de l'Indochine à la Belle Époque qui a supervisé le système des coolies, envoyés aux Antilles mais surtout le recrutement de travailleurs payés à la journée et surexploités dans les plantations caoutchoutières ou sur les chantiers de construction des lignes ferroviaires.

Enfin, la majestueuse avenue Adolphe-Thiers met en valeur un chef de gouvernement et ministre qui, sous la Monarchie de Juillet, a toléré l'esclavage antillais et couvert les exactions de l'Armée conquérant l'Algérie. Ne faut-il garder en mémoire que ces faits sombres et « débaptiser » ces deux places et cette avenue – même si l'on ne peut « déboulonner » la statue de Gambetta, remise depuis longtemps dans un entrepôt de la Mairie alors qu'elle avait trôné allées de Tourny depuis 1914 ?

### **Des parcours mémoriels contextualisés**

C'est tout le dilemme de l'Histoire car elle est ambiguë ; même Charles de Gaulle ne lui échappe pas puisqu'il s'est associé au maintien de « l'indigénat » en Afrique Noire en 1944-1946 et a présidé la République au temps des ultimes exactions de la guerre d'Algérie en 1959-1962. On peut fulminer au nom d'une mémoire intransigeante avec des expressions d'intolérance : les réactions récentes au *Rapport Stora* sur l'Algérie ont été âpres.

On peut aussi se battre pour que « toute » l'histoire soit reconstituée grâce aux archives, comme Éric Saugera vient de le faire pour les navires négriers partis de Bordeaux en 1802-1814 ; et ensuite pour qu'elle soit enseignée, publiée, discutée sans déni ni censure, présentée au musée d'Aquitaine, voire relayée par des « parcours mémoriels », comme celui proposé, critiqué parfois avec véhémence, à propos de l'histoire de la traite à Bordeaux. Il devrait incorporer la contextualisation du système productif transatlantique, jusqu'à expliquer comment boire du rhum contribuait à la vie de plantations reposant sur des inégalités sociales et raciales, même si des Noirs étaient valorisés par les étiquettes du rhum *Negrta* vendu par Bardinet, en parallèle avec le soldat Noir du chocolat *Banania*.

### **Secouer le « mythe national »**

À ce qu'on appelle aujourd'hui « mémoire », qui dépend fortement des recherches historiques et ethnologiques, s'oppose une « fausse mémoire » glorifiant un système d'« échanges inégaux », comme on dit aujourd'hui. Cette citation permet d'en prendre conscience : « Bordeaux entretient depuis de nombreuses années des relations commerciales des plus florissantes [profitables !] avec nos possessions [sic] d'outre-mer ; et il n'est que de rappeler le nom de quelques firmes spécialisées de notre place pour évoquer le souvenir des premiers échanges commerciaux de la métropole avec les colonies » (dossier importation

exportation du port de Bordeaux, Chambre de commerce de Bordeaux, 10 janvier 1942, Archives départementales de la Gironde 1155W15). Il faut souvent secouer « le mythe national » en « revisitant l'histoire de France ».

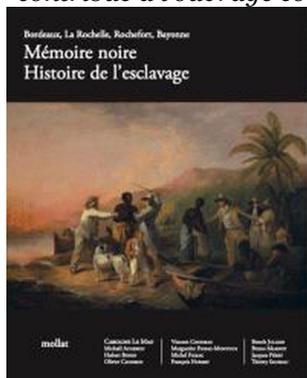
Cette histoire ne peut qu'ouvrir à une réflexion sur des comparaisons entre passé et présent, sans « assignation identitaire », qui conduirait à une régression dans la démarche de renouvellement des savoirs et de leur compréhension, et donc en toute « impartialité », qui exige confrontation des sources, des idées et des auteurs. On doit réserver le « soi-même ressenti » à la construction de son opinion personnelle, en évitant le risque de « désintellectualisation », comme dirait l'essayiste et psychanalyste Élisabeth Roudinesco.

## Histoire et actualité, l'intersection

Ainsi, le cacao importé par la grande entreprise de négoce bordelaise Roger Touton (au 27 quai des Chartrons jadis) depuis sa création en 1848 (Touton Crous & Cie) a été entaché du surtravail des récoltants dans l'empire colonial, par exemple en Côte d'Ivoire. Mais, aujourd'hui, comment la société tient-elle compte des conditions de rémunération aléatoires des planteurs ivoiriens ou ghanéens et met-elle en œuvre son code de valeurs ? Ne profite-t-on pas tous, y compris les postcoloniaux et décoloniaux, des marins asiatiques qui pâtissent de conditions de travail et de rémunération aléatoires sur les porte-conteneurs géants nous livrant des objets de notre vie quotidienne ?

La mémoire aide à réinterpréter l'Histoire, mais celle-ci se renouvelle sans cesse et crée des champs de débats sur notre monde présent, en une « intersectionnalité » entre méditations mémorielles et géoéconomiques et en une véritable « grappe cognitive », sans « catégorisation » quasiment sectaire ou « identitaire », si, du moins, l'on veut rester dans l'objectivité non « universaliste » mais académique.

(1) *Hubert Bonin est professeur émérite et chercheur en histoire économique à Sciences Po Bordeaux & à l'UMR-GRETHA-Université de Bordeaux. Spécialiste de l'histoire économique de Bordeaux, il a contribué à l'ouvrage collectif « Mémoire noire, histoire de l'esclavage » (éditions Mollat, 2020).*



Couverture de l'ouvrage « Mémoire noire, histoire de l'esclavage »  
photo Mollat

- Éric Saugera, « Guerres et traites françaises aux côtés d'Afrique. De la Révolution à Napoléon », *Outremers. Revue d'histoire*, 2e semestre 2020, n° 408-409. « Bordeaux », p. 143-393. « Bayonne », p. 395-421. « La Rochelle », p. 133-142. « Rochefort », p. 57-79.

- Olivier Grenouilleau, *L'argent de la traite. Milieu négrier, capitalisme et développement : un modèle*, Aubier, 1996. *La traite des Noirs*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1997 et 1998. *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 2004.

- Myriam Cottias, *La question Noire. Histoire d'une construction coloniale*, Paris, Bayard, 2007.

- Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France revisitée*, 1987 ; réédition, Paris, Éditions de l'Atelier, 2017.

- Hubert Bonin, « La mémoire de la traite négrière. Enjeu politique à Bordeaux au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle », in Caroline Le Mao (dir.), *Bordeaux, La Rochelle, Rochefort, Bayonne. Mémoire Noire. Histoire de l'esclavage*, Bordeaux, Mollat, 2020, p. 245-273.

- Élisabeth Roudinesco, *Soi-même comme un roi. Essai sur les dérives identitaires*, Paris, Le Seuil, 2021.